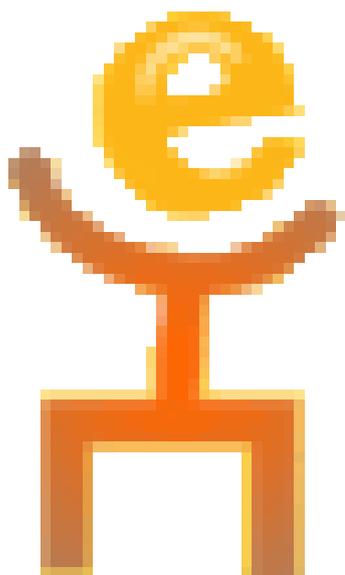


<https://www.dijon.snes.edu/spip/spip.php?article3991>



Forte mobilisation le mardi 27 septembre

- SNES académique de Dijon - S3 - Editorial -



Date de mise en ligne : jeudi 29 septembre 2011

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés

Le nombre de grévistes dans les établissements a souvent dépassé les 50% dans notre académie.

Le ministère persiste dans la minimisation du pourcentage de grévistes en divisant le nombre de grévistes par le nombre total d'enseignants (même ceux qui n'ont pas cours, qui sont en congés, etc. !)

En dépit des nombreuses ponctions opérées sur les traitements depuis l'an dernier et de la baisse des salaires des fonctionnaires, les personnels du second degré ont tenu à manifester ce jour leur exaspération et leur inquiétude devant le sort fait au service public d'éducation.

Amputée de près de 70000 postes depuis le début de la mandature de N. Sarkozy, accablée de réformes contestées par les personnels, l'Education nationale n'est plus en mesure d'assurer correctement ses missions. De plus, 14280 suppressions supplémentaires sont envisagées pour la rentrée 2012.

Les écarts se creusent de plus en plus entre les établissements, les conditions d'étude ne permettant plus le suivi des élèves en difficulté, la vie scolaire est dépouillée.

Les conditions d'entrée dans le métier se sont encore aggravées. Les conditions de travail des enseignants deviennent de moins en moins supportables (heures supplémentaires, multiplication des services sur plusieurs établissements, charges nouvelles, remise en cause du cadre statutaire des obligations de service,...).

Les réformes du lycée, l'introduction forcée du Livret Personnel de Compétences en collège, la réforme de l'orientation n'ont fait que brouiller les missions, affaiblir le sens du travail.

Si l'on veut relancer la démocratisation et redonner un élan à un service d'éducation en panne, il sera nécessaire à la fois d'y injecter les moyens et d'écouter les personnels et leurs représentants pour engager les évolutions nécessaires.

Le SNES-FSU qui a alerté les personnels, a mobilisé depuis plusieurs mois sur les enjeux, poursuit son dialogue avec la profession et proposera aux autres fédérations de l'Education nationale une rencontre rapide pour discuter des suites à l'action.

La journée interprofessionnelle du 11 octobre donne une nouvelle occasion d'exprimer nos revendications.